



CHOMING OUT

LES DÉSIRS NE CHÔMENT PAS

ÉDITIONS D'UNE CERTAINE GAÏÉTÉ

I.	
DITES-NOUS MERCI!	P. 4
REQUIEM POUR UN SYSTÈME D	P. 6

Si tu veux que je sois une fourmi, je chanterai comme une cigale.
 Combien tu paies pour nos richesses ?
 Parce que « fainéant, profiteur, les vrais, les faux chômeurs /
 travailleurs », on n'en n'est plus là...
 Victime de la guerre économique et des plans foireux, ok.
 Et surtout: « Il y a des myriades de compétences, de talents, de
 créativité, de folies bienfaitantes, qui se trouvent en ce moment
 stérilisés dans les couloirs de l'onem, d'actiris, du forem,...! »

2.	
RETOUR VERS LE FUTUR	P. 10
DO YOU LOVE 80'S	P. 14

Et puis aussi, dans cette ambiance moralisatrice mortifère
 (les devoirs, les droits, les responsabilités, ma vie est une PME...),
 se rappeler d'où ça vient et dans quelles bagarres et quelles
 créations de solidarités concrètes ça s'inscrit, les thunes qui
 tombent en fin de mois après remise de la carte au syndic...

3.	
ÇA CRAQUE... VOYAGES DANS LES INSTITUTIONS	P. 20

Enfin : ouais, c'est bizarre qu'il n'y ait pas encore eu de fait
 divers dans les bureau de l'ONEM, du syndicat, de la CAPAC
 ou d'Actiris (genre à l'américaine, avec un gros gun, qui se
 solde par plein de victimes innocentes et un diagnostic psycho-
 psychiatrique), tellement ils foutent en rage,... Mais aussi : des
 mecs et des nana biens, qui bricolent de la liberté là où ils sont
 ou qui n'ont qu'une chose en tête : comment je vais me tirer de
 ce mauvais plan ?

Et encore cette brochure comme contribution...

- ... à prendre par un autre bout cette histoire chômage/travail ;
 - ... à pousser à l'arrêt du plan d'activation (et aux produits dérivés qui se préparent) ;
 - ... à élargir, affiner, prolonger, modifier, recomposer...
- (le top : envoyer aussi sur chomes@collectifs.net)

TEAM: Sitting bull, Kika, Cha-man, Onde Sensible, Nausicaa, SF Bay Seagull.

SPÉCIAL GUESTS: Fabulator (cri et 4^e de couv.), Greg et Nat (Le requiem...), Gwen (l'aide),
 Maïa (les cris), Thomas (la mise en forme).

FUCK AUSTERITY



Nous sommes des intermittents du chômage ou du travail. Nous passons de l'un à l'autre continuellement. En dessous, à côté de ces statuts nous agissons, créons, cherchons, dormons, baisons et nous prenons soin de nous-mêmes, de nos ami-es et de nos familles. C'est de cette pluralité d'univers d'où nous parlons. Nous sommes attachés à cette multiplicité.

Nous sommes nés dans ces politiques qui ont pour nom « crise ». Nous avons vu défiler des dizaines et des dizaines de plans, de mesures, de lois visant à résoudre les crises, résorber le chômage. Ceux-ci n'ont produit qu'une augmentation de la précarité sur les lieux de travail et au niveau du chômage. Nous voyons au jour le jour d'autres profiter de ces mesures. Au nom de la lutte contre le chômage, ce sont les patrons, banquiers, huissiers, ... qui se sont engraisés. Aujourd'hui, ils nous refont le coup avec leur crise financière. C'est leur modèle de gestion capitaliste qui a failli et c'est nous qui devons les rembourser.

Nous voulons l'arrêt du plan d'activation; l'abrogation du statut de cohabitant; une augmentation des allocations de chômage; des nouvelles politiques des savoirs, des techniques et de formation.

Nous avons appris à nous méfier de vous. Dans vos cartons, vous avez d'autres plans, d'autres mesures « toutes prêtes à l'emploi » (limitation dans le temps, nouveaux découpages, etc.) La capture, la récupération, c'est votre art. Nous préparons déjà la suite. Une fois ces revendications obtenues, toutes nouvelles mesures devront être élaborées avec les premiers concernés.

DITES-NOUS MERCI !

Des bons et des méchants chômeurs. Ceux qui réellement cherchent et ceux qui réellement ne veulent pas trouver. Des accidentés de la vie et des profiteurs, des fraudeurs. Ceux dont ce n'est pas la faute et ceux qui l'ont bien cherché. Des masses enlisées qu'il faut activer, réactiver. Des chômeurs contre des travailleurs, des travailleurs futurs chômeurs, des chômeurs futur travailleurs, d'anciens futurs chômeurs devenus travailleurs travaillant à faire travailler des chômeurs futurs travailleurs et bientôt futurs chômeurs, des collectifs de travailleurs démantelés devenus chômeurs isolés et formant des collectifs de chômeurs.

On n'arrête pas de passer de l'un à l'autre, il nous faudrait trouver des nouveaux noms. On n'est ni chômeur ni travailleur ou alors les deux à la fois. Il en est de même pour obtenir un revenu. Au cours d'une vie, on passe par une série impressionnante de situations, de statuts divers, du temps partiel à l'intérim, en passant par le temps plein, les indemnités diverses, les dispositifs destinés à telle ou telle catégorie (moins de 25 ans, plus de 50 ans, chômeur complet indemnisé, Activa, Article 60, CPAS). Ce n'est pas grave nous dira-t-on, puisqu'il s'agit maintenant, pour tous, de « se créer son activité », ses sources de revenus, ses carrières, et qui plus est, tout ceci apporte une joyeuse variété, une grande créativité.

Mais il faut arrêter de déconner. On aime bien mais pas à n'importe quel prix ni sans quelques questions préalables. Travailler pour 800 euros ou chômer pour 750 ça n'a rien de créatif, c'est de la débrouille.

C'est bien qu'il y ait maldonne sur « activité ». Dans une « société de la connaissance », dans une société de « l'innovation », les périodes « chômées » devraient être l'occasion de passer d'un projet à l'autre, voire et surtout, d'inventer de nouvelles formes d'activité, de prendre le temps d'imaginer des dispositifs garantissant de nouveaux revenus pour de nouvelles valeurs. Et bien non. Ce qu'il s'agit de faire, c'est de s'insérer dans un système de valeur posé comme déjà-là, avec des employeurs déjà-là, des systèmes de financements (banques, ...) déjà-là et déjà pensés et codifiés, bref in fine de « rester à sa place ».

« Créer son affaire », « en faire son affaire », on s'y retrouve assez bien. L'on sait, d'expérience, que pour produire un bien, dont la valeur sera éventuellement reconnue – risque de l'invention – l'on a eu besoin des activités des autres, souvent dites « bénévoles » faute de mieux, de la solidarité des parents, d'un ami, de se documenter, de lire, d'aller prendre un verre, de voir des films, bref de temps « laissé », chômé, en jachère. Inversement, on s'active sans



revenus directs, à renvoyer la pareille. Bref, nous sommes actifs, nous produisons déjà et lorsque nous obtenons des revenus (blancs ou gris), c'est grâce à d'autres.

Or tout cela, le « Plan d'activation » fait mine de ne pas le savoir, voire nous oblige à nier tout ce que nous mettons déjà en place, tout ce que nous désirons. Au lieu de ça : s'agiter à écrire des lettres, preuves absurdes, être formatés aux CV pour rassurer Etat et patrons qu'on s'intéresse encore à ce qu'ils ont dans la tête. Exercice gratuit d'employabilité : ça mériterait salaire.

Ou alors mimer l'intérêt pour une formation, alors qu'on en désire une autre mais il faudrait déclarer alors nos activités « non validées », grises, avec le risque d'exclusion des allocations. Formatage pour du travail exigé par d'autres, travail d'être disponible : ça mérite salaire.

Les effets du processus sont nombreux et dramatiques, aux dimensions multiples. Les acteurs de la formation témoignent de la déstructuration de leur travail, des individus s'inscrivant avec pour seule motivation de fournir une preuve à l'Onem. Des travailleurs sociaux se déclarent enrôlés de force dans le processus de contrôle, obligés de signaler les absences aux formations

ou encore de consacrer une part substantielle de leur temps à répondre avec leur public aux exigences de l'Onem. Confondre l'activité et l'agitation.

Car Actiris ici, le Forem là-bas sont tout autant « activés » que nous, activés aux résultats, mis en concurrence avec les agences d'intérim, mis en comparaison avec d'autres services européens (benchmarking) autour d'un très abstrait et très global « taux d'activité ».

On s'occupe de nous, traduits en statistiques de disponibilité (postuler) à faire la même chose que ce qui se fait déjà, des choses qui s'imposent parce qu'une demande abstraite, sans réelle décision, existerait ce mois-ci. Sans y brancher nos désirs. Sans y brancher la question des richesses. Parce que des nouvelles manières de faire, socialement, politiquement, écologiquement, éthiquement, difficile de s'en priver, non ? En partie, à l'ombre de l'agitation, on les bricole déjà, et peut-être, on pourrait même en faire plus.

Vu tout ça, nous ne sommes pas suffisamment payés pour ce qu'on produit déjà, et il faudrait plutôt nous remercier d'avoir bricolé dans de telles conditions.



REQUIEM POUR UN SYSTÈME D

À «D'une certaine gaieté», des travailleurs en mode chômage, on en a vu passer des centaines de milliers. Des chômeurs pigistes, des chômeurs photographes, des chômeurs électriciens, des chômeurs musiciens, des chômeurs encarteurs, des chômeurs sociologues, des chômeurs cuisiniers, des chômeurs chauffeurs... On en a vu rester, aussi...

«Ça fait déjà un bail que je bosse dans le réseau de production qui étend l'asbl d'une certaine gaieté bien au-delà de son organigramme 'officiel'. Écritures d'articles pour le magazine C4, animation d'ateliers médias, direction de casting de télé-théâtralité, rédaction de dossiers de subvention ou composition de scénarios pour des romans-photos: la plupart de ce travail aura été effectué en mode chômage. Et en guise de légalité, 'noircir une case' le jour de la rémunération. Pendant toutes ces années, ce drôle de job intello-créatif n'aura jamais réussi à s'inscrire dans d'autres cadres professionnels que ceux issus de bricolages inconséquents.»

On payait ce qu'on pouvait et comme on pouvait. Toutes les tentatives pour s'y retrouver dans le champ bordélique des prestations

occasionnelles et tenter d'y identifier un statut professionnel adéquat ont débouché sur des réponses floues entre lesquelles nous avons navigué à vue.

«Au début de cette expérience 'professionnelle' déguisée en chômage de longue durée, la situation me semblait cocasse – être mal payé avec de l'argent public pour bosser alors qu'on reste allocataire social, faut quand même le vivre pour le croire – mais pas plus problématique que ça. À l'époque, la stratégie de Lisbonne arrivait à mettre un peu d'ambiance: l'Union Européenne deviendrait 'l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde d'ici à 2010, capable d'une croissance économique durable accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et d'une plus grande cohésion sociale'. Il suffisait de rester patient et persévérant. D'autant que la joie du mouvement 'altermondialiste' me permettait d'espérer que les bricolages foireux d'aujourd'hui seraient les agencements sociaux heureux de demain.

Sauf que l'art ingénieux du bricolage exige une éthique de l'expérience ignorée des cabinets ministériels.»

À force de sonder les canalisations vaseuses des administrations et syndicats, on a fini par connaître un nombre impressionnant d'acronymes visant à dissimuler vaille que vaille le néant institutionnel dans lequel, peu à peu, a été balancé le travail des chômeurs. Faute de mieux, ces acronymes, on a appris à jongler avec...

«Entre le chômage et l'emploi a fleuri toute une série de petits dispositifs dont mes 'collègues' et moi faisons un usage assez inventif. Connectés à d'autres réseaux productifs du même type, nous développons, au quotidien, une expertise singulière – en marge des institutions traditionnelles qui savent bien peu de choses concernant ces zones grises du monde du travail dans lesquelles nous bossons. Tout ce savoir cartographique en train de s'élaborer débouche souvent sur des textes publiés dans C4 – Régime des Petites Indemnités (RPI), activité artistique indépendante à titre complémentaire, SMart, ALE: les rédacteurs du magazine jouent les envoyés spéciaux et font le récit de l'exploration du no man's land qui prolifère entre le chômage et le travail. Ce n'est pas tant que nous avons la naïveté de penser que nous pourrions

faire l'impasse de tout un travail d'écologie institutionnelle – histoire d'intégrer cette activité spectrale au monde du travail 'officiel'. C'est surtout que le règne du système D traversait une période de sérénité. Les luttes des chômeurs de la fin du XX^{ème} siècle ont laissé un fameux héritage : le fin des visites domiciliaires offre des perspectives à qui sait les tracer et le contrôle des allocataires sociaux laisse assez de marge de manœuvre. Les allocations sociales agissent comme un improbable système de micro-financement de l'activité culturelle. En bref, c'est n'importe quoi mais ça marche ! »

C4 avait participé activement à la lutte contre les visites domiciliaires. Les collectifs de chômeurs avaient eu gain de cause. Les pigistes et autres prestataires occasionnels récurrents pouvaient un tout petit peu souffler. On avait moins de matière pour les pages « chômdu » et c'était pas plus mal. Mais une nouvelle imposture se préparait...

« Le plan d'activation des comportements va bouleverser la donne. Dès la première rencontre avec un facilitateur de l'ONEM, faut pas être un génie pour piger qu'après avoir été promené

pendant quinze ans, le travail en mode chômage a été abandonné dans un cul de sac. Un plan de cohérence apparaît : vu que t'es non-répertorié comme 'travailleur' par la Communauté française, t'es (logiquement) payé des cacahuètes pour écrire (sous un statut bricolé à la hâte sur un bout de table de cabinet ministériel) des 'analyses' et des 'études' et donc, l'ONEM (non plus) ne reconnaîtra pas ton activité comme un boulot digne de ce nom. D'ailleurs, tu apprendras l'existence du RPI au facilitateur lors de votre entrevue. Et il estimera que 'ça ne correspond pas à du travail' – puisque tout travail mérite salaire et sérieusement, ça, c'est pas un salaire ! Les gens mal payés ont toujours été des fainéants (axiome bien connu). »

On a commencé à voir plein de gens défiler pour proposer leurs services et à recevoir des candidatures spontanées. Puis on en a vu venir demander conseil parce qu'ils avaient été sanctionnés. Et comme la plupart des employés de l'ONEM ne connaissent pas autant d'acronymes que nous, les gens qu'on paye en RPI – ce qui déjà leur garantit que dalle en termes de sécu – ne peuvent même pas valoriser leurs prestations lors des contrôles. Résultat, ils veulent

tous passer par SMart, et quand on fait le calcul de ce qui va leur rester en poche, on est blêmes ! Nos subventions ne sont pas extensibles, ni nos missions escamotables. Alors ? Alors, en « grands jardiniers du paradoxe et du mensonge universels », on pourra toujours filer des RPI aux barman en jurant nos grands dieux qu'à l'ère de l'activation, apprendre à bosser derrière un bar est une prestation artistique en soi : on joue au barman, au plongeur, au chauffeur, comme d'autres jouent à Bonnie & Clyde. Question de survie. On pourra aussi inciter tous les chômeurs qui se chopent un contrat ou une sanction à introduire un recours, histoire d'engorger la machine et de semer la pagaille. Mais il faudra bien que quelqu'un, quelque part, envisage ça en termes structurels. D'ici là, ça ne nous dispensera pas de prendre la mesure de tout ce bordel. Ni d'être blêmes.

« L'ère du système D et du bricolage statutaire semble bel et bien révolue... »



DÈS LORS, DERRIÈRE LE PROSAÏQUE DU « POUV
L'ESSENTIEL QUI NOUS MANQUE ET DONNE SI
PEU ÉQUILIBRÉE S'ARTICULE ENTRE D'UN COTÉ
LE PROSAÏQUE); ET DE L'AUTRE, L'ASPIRATION A
D'HONNEUR, DE MUSIQUE, DE CHANTS, DE SP
D'AMOUR, DE TEMPS LIBRE AFFECTÉ À L'ACCO



VOIR D'ACHAT» OU DU « PANIER DE LA MÉNAGÈRE » SE PROFILE
ENS À L'EXISTENCE, À SAVOIR LE POÉTIQUE. TOUTE VIE HUMAINE UN
E, LES NÉCESSITÉS IMMÉDIATES DU BOIRE-SURVIVRE-MANGER (EN CLAIR
À UN ÉPANOUISSEMENT DE SOI, LÀ OÙ LA NOURRITURE EST DE DIGNITÉ,
SPORTS, DE DANSES, DE LECTURES, DE PHILOSOPHIE, DE SPIRITUALITÉ,
EMPLISSEMENT DU GRAND DÉSIR INTIME (EN CLAIR : LE POÉTIQUE)².

RETOUR VERS LE FUTUR

8 MARS 1794, LE GRAND TOURNANT

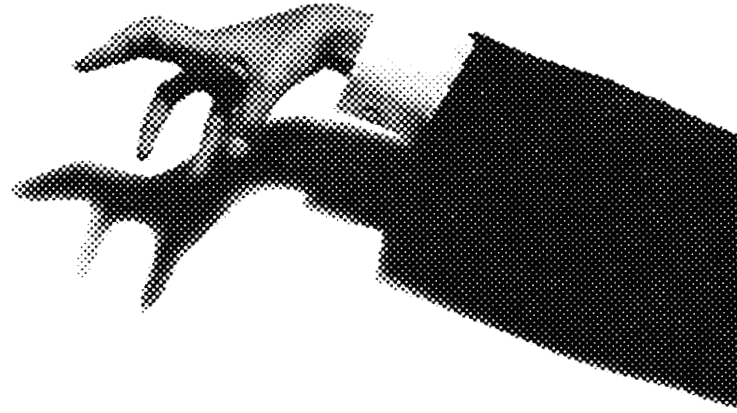
Après avoir volé les terres communes aux paysans (enclosures), détruit les protections et les soins en brûlant femmes et sorcières, interdit les corporations (artisans), vampirisé les maigres revenus des productions familiales (impôts), contrôlé les routes... la nouvelle race de seigneurs, capitaliste, s'est mise à contrôler la production de travail. Il aura fallu deux siècles de violence, de meurtres, de vols et de destructions pour que le Capital arrive à arracher ce peuple de la terre, attaché à elle depuis des millénaires. Ils avaient besoin de main-d'œuvre libre à merci pour faire tourner leurs charbonnages, leurs métallurgies... Le salariat est né de cette destruction des communautés villageoises et urbaines. Débute alors une nouvelle histoire où cesse le servage et apparaissent les législations portant sur la pauvreté... mais aussi de nouvelles résistances et protections collectives.

5 SEPTEMBRE 1846, LES CAISSES DE CHÔMAGE

En 1846, des typographes en ont marre de la concurrence. Encore une fois, leur patron a engagé des manœuvres à moindre prix. À Bruxelles, dans une taverne, ils discutent et créent une caisse de résistance mutuelle. Ils écrivent leur objectif : « l'associé est garanti contre le chômage, comme il est garanti contre le risque de son refus de travailler sous tarifs. »

Ils vont gagner. Ils ne bosseront plus pour moins que rien. Très vite, comme une traînée de poudre, ça va se savoir en Europe. Des caisses de chômage et des mutuelles vont se créer partout, d'abord pour résister à la concurrence et permettre d'avoir les moyens de faire grève, ensuite pour couvrir des frais d'accident, de maladie. Ce sont leurs caisses. Les patrons essaient bien d'en faire aussi mais ça ne marche pas. Les tisserands, les chapeliers, les couvreurs, les charpentiers... tiennent à leur invention collective.

Ces caisses mutuelles vont donner une âme vivante au mouvement ouvrier (la solidarité), un système de protection collective et une arme de lutte contre la concurrence des prix du travail. Aujourd'hui, après un long parcours, cette âme a été mangée, digérée, elle est devenue anonyme et administrative. Elle n'est plus incarnée mais représentée par une 'force du nulle part'. Maintenant, du haut de leur grand immeuble, on les entend parler depuis trente ans au nom du chômage. De plans en mesures, de mesures en plans, ils attaquent ce qui reste de cette histoire de protection collective : une arme contre la concurrence et la baisse des salaires. Mais ailleurs et partout, chaque fois que l'on entend « je refuse de travailler dans ces conditions et sous ce tarif » se réincarne un peu le premier geste de nos ancêtres.



LE 16 AVRIL 1900, FAIRE ATTENTION AUX VAMPIRES

Pendant plus de 50 ans, de 1846 à 1906, les caisses de chômage vont se multiplier. On en compte des centaines. Là, par exemple, chez les chapeliers d'une entreprise de Nivelles, ils sont cent à travailler. Chaque semaine, ils versent une partie de leur salaire dans la caisse commune. À tour de rôle, ils la gèrent. Lorsque l'un d'entre eux tombe malade ou est victime d'un accident de travail, ils puisent dans la caisse pour l'aider à passer le cap. De même, lorsque le patron prend des mesures néfastes, ils sont capables de résister un certain temps.

Vers la fin du XIX^e siècle, un changement va se produire. La fédération des typographes a dû lutter pendant de longs mois contre l'arrivée de nouvelles machines qui transforment leurs conditions de travail. Les caisses de chômage sont vides. Ils cherchent des alliances pour les renflouer. La province de Liège va leur octroyer un petit subside. Cette nouveauté ne va pas être bien vue, ni par les patrons, ni par les conservateurs catholiques. Ce qu'ils ne supportent pas, c'est que l'argent aille directement dans les caisses ouvrières sans contrepartie.

Ils vont créer un autre mécanisme de solidarité, localement d'abord, connu ensuite sous le nom de « système gantois », en opposition au « liégeois ». C'est dans la ville de Gand, en 1900, que les autorités communales vont négocier avec les caisses ouvrières. Elles disent à peu près ceci : « Si vous voulez de l'argent, il faut que l'administration communale gère cette somme avec vous. Pour ce faire, nous allons créer un Fonds de chômage. » Et ils ajoutent : « Nous exigeons la mise en place d'un système de contrôle des chômeurs qui passe par l'obligation de s'inscrire auprès d'une bourse du travail (syndicale ou étatique) et de s'y

présenter quotidiennement pour recevoir un cachet ». Le système de pointage et l'idée de la carte bleue sont nés.

Quelque chose d'important s'est joué avec l'arrivée de l'administration publique dans la gestion des caisses de chômage : la question de l'abus et du contrôle change radicalement de sens. Lorsque ce sont les premiers intéressés qui sont confrontés à des questions d'abus, ils doivent chercher ensemble les manières d'y répondre. C'est à eux que revient le pouvoir de poser des limites, de les tester et de les changer si à l'usage elles ne fonctionnent pas. Il en va tout autrement lorsque cette question d'abus change de mains et devient administrative ou étatique. L'hésitation n'est plus permise. Il faut des catégories générales et des règles applicables partout et pour tous. Et qu'importe les conséquences.

À cette logique correspond des positions et une chaîne de commandement : ceux qui décident ne sont pas ceux qui vont rédiger les règlements et ceux qui les exécutent ne sont pas ceux qui vont les subir.

L'an 1906 ouvre une brèche qui ne cessera de s'étendre. En 1946, les dernières caisses de chômage vont disparaître pour être remplacées par un Office national de la sécurité sociale. Certains y verront la marque d'un progrès, d'autres vont voir ce qui a été détruit au sein de ce changement : l'âme collective.

17 OCTOBRE 1919, LE CHÔMEUR GRÉVISTE

Après la première guerre mondiale, la Belgique compte plus de deux millions de chômeurs. Les caisses de chômage sont vides et les patrons veulent relancer les industries en proposant des salaires de misère. Des grèves éclatent, accompagnées d'émeutes. Elles ne sont pas menées par des travailleurs – il n'y a plus d'industrie – mais par des chômeurs qui refusent de travailler aux conditions avancées par le patronat. Un nouveau nom va naître de cette situation : le chômeur-gréviste. Pendant un temps, il va être reconnu officiellement et il recevra une allocation de chômage.

Nous ne pouvons délier le chômage du travail. Ce sont les deux faces de la même médaille. Nous pouvons choisir un angle d'attaque mais, toujours, l'ombre de l'autre est présente.

4 JUIN 1933. BON PAUVRE, SALE PAUVRE... UN ZESTE DE SOUPÇON

Il faudra attendre la grande crise de 1929 et le retour de la droite au pouvoir pour que la situation change. Ils vont tout faire pour séparer le chômeur, d'abord du gréviste, ensuite du travailleur. Le chômeur va être placé dans une nouvelle catégorie, celle des indigents, des nécessiteux. Lorsque l'on considère le chômeur depuis la catégorie « d'état de besoin », on induit un rapport à la fois charitable (il faut sauver ce pauvre indigent), paternaliste (il doit prouver qu'il est un bon pauvre) et soupçonneux (s'il est dans cette situation c'est que, tout de même, il doit l'avoir cherché).

En mai 1933, un article royal va qualifier le chômeur par la notion d'état de besoin. Il faudra dès lors que les chômeurs prouvent qu'ils sont bien dans le besoin pour toucher une maigre allocation. Le résultat consistera en des dizaines de milliers d'exclusions et plus de 200.000 réductions des indemnités.

Cette nouvelle catégorie administrative va également permettre d'attaquer plus spécifiquement certaines franges de la population. Les femmes seront visées. Il sera question de la fausse chômeuse, de la tricheuse, de la profiteuse et, pratiquement, les femmes mariées seront exclues des allocations. Les autres toucheront moins que les hommes. Il faudra attendre les années 1960 pour que s'établisse une parité entre homme et femme en matière d'allocations. Les étrangers sont aussi stigmatisés, et pour la première fois un critère de nationalité va entrer en compte : il faudra être belge pour être indemnisé.

19 MARS 1946. LE CHÔMEUR INVOLONTAIRE

Après la deuxième guerre mondiale et l'instauration de la sécurité sociale, le travailleur comme le chômeur ne vont plus être les mêmes. Le premier va devenir une forme hybride : mi-individuelle, mi-sociale. Il ne touchera plus l'entièreté de son salaire puisqu'une part importante sera prélevée et envoyée dans une caisse nationale de sécurité sociale. De la naissance à la pension, en passant par les différents états éventuels d'une vie (maladie, accident, chômage...), il pourra toucher un salaire indirect.

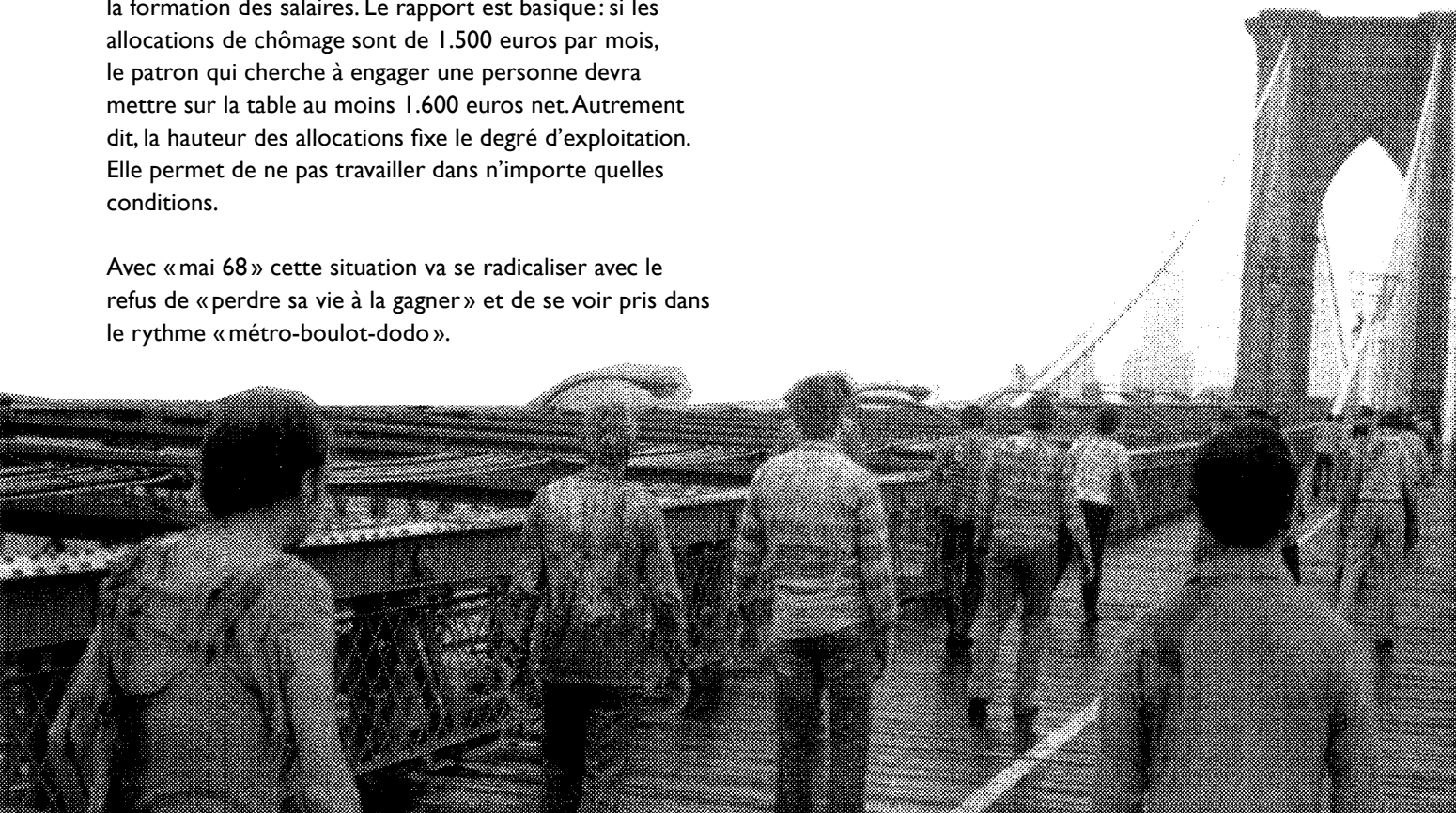
La figure du chômeur change aussi. Elle est indexée au corpus économique à la mode à l'époque (Keynes, économiste anglais) et se fera plus abstraite : le chômeur devient 'involontaire'. Ce passage est important à double titre et, avec l'arrivée du mot 'involontaire', la vie du chômeur change. Il n'est plus tenu pour seul responsable de sa situation. Par exemple, la hausse des prix du métal ou des transports à cause d'une guerre lointaine ne lui est pas imputable. En un mot, le chômage passe d'une catégorie du droit civil (responsabilité) au droit social (risque).

Deuxièmement, le passage entre un soutien ponctuel au chômeur (situation d'avant-guerre) à l'assurance chômage produit des effets massifs sur le marché du travail et sur la formation des salaires. Le rapport est basique : si les allocations de chômage sont de 1.500 euros par mois, le patron qui cherche à engager une personne devra mettre sur la table au moins 1.600 euros net. Autrement dit, la hauteur des allocations fixe le degré d'exploitation. Elle permet de ne pas travailler dans n'importe quelles conditions.

Avec « mai 68 » cette situation va se radicaliser avec le refus de « perdre sa vie à la gagner » et de se voir pris dans le rythme « métro-boulot-dodo ».

5 AOÛT 1981 LE MAL-FORMÉ, LE FAINÉANT, LE TRICHEUR...

... ou le chômage comme pathologie comportementale. Les années 1980 et le chômage de masse vont sonner le début d'une réaction patronale visant à modifier le rapport de revenu entre capital et travail. Différentes mesures vont être prises : diminution des allocations de chômage visant à faire pression à la baisse sur les salaires; éclatement de la figure du travail en une myriade de sous-statuts; prolifération de nouvelles catégories de chômeurs visant à faire pression sur des « publics cibles » (les jeunes, les femmes, longue durée,...). Et aujourd'hui nous assistons à un retour des catégories morales et individuelles, d'où le titre très particulier du dernier plan qui cherche à « évaluer le comportement du chômeur ». Au niveau du travail, les mesures veulent aussi produire des effets d'individualisation des collectifs de travailleurs. Le cri des manifestants lors des grèves contre le plan de retraite en France est clair à ce sujet : « Non au métro-boulot-tombeau ! ».



DO YOU LOVE THE 80'S ? :

CHRONIQUE EN CHANTIER...

ANNÉES 80. D'HIVER ET DE PLOMB. CONTRE-RÉVOLUTIONS (NÉOLIBÉRALES, POSTCOLONIALES), ISOLATIONS. MAIS ENCORE ? ÇA FAIT UN PETIT TEMPS QUE NOUS TROTTE L'IDÉE D'ALLER VOIR LE DÉTAIL DE CES FORMULES SYNTHÉTIQUES QUI DÉSIGNENT LE CLIMAT DANS LEQUEL ON A POUSSÉ. ALORS ON LANCE LE CHANTIER... PÉRIODE TROUBLE, MARQUÉE PAR « LA CRISE », LES AFFAIRES LOUCHES, LE MOT D'ORDRE DE LA RESTAURATION DU TAUX DE PROFIT (CONTRE LES « DROITS ACQUIS » PAR LE MOUVEMENT SYNDICAL), LES POUVOIRS SPÉCIAUX, ETC. DU FRICTIONNEL-CONJONCTUREL, CETTE AFFAIRE DE CHÔMAGE DEVIENT MASSIVE (DEPUIS 80, C'EST DU 500.000 ET PLUS). SANS DOUTE PAS QUE SUBIE D'AILLEURS : PARIONS SUR UNE DÉSAFFECTATION, UN REFUS DE LA VALEUR TRAVAIL, PROLONGEMENT STRATÉGIQUEMENT CLANDESTIN DE 68, DE L'ABSENTÉISME...

« Dans les années 70, c'était des bagarres en permanence. Rien que pour l'année 71-72, il y avait plus de journées de grève que pour les 9 années précédentes. Jusqu'en 77-78, t'avais en moyenne 300 entreprises en grève en Belgique. Grève ou occupation. Il y avait plein de petites boîtes que les ouvriers occupaient, certaines en autoproduction ou sous forme de coopérative, comme Chaudfontaine ou Bouffioux à Charleroi, Henray dans le Brabant wallon ». (Hubert)

1er décembre 1982 : Thriller by Michael Jackson / It's close to midnight and something evil's lurking in the dark / Under the moonlight, you see a sight that almost stops your heart / You try to scream but terror takes the sound before you make it / You start to freeze as horror looks you right between the eyes / You're paralyzed(...)

1985, Romero : Le Jour des Morts-Vivants

Trouillomètre : Éléments de mesures // Contre-attaque : Le côté obscur de la Force

ALLÔ PATRONS

« Nous, chefs d'entreprise, nous ne pouvons rester passifs face aux mouvements d'idées et aux revendications et attendre qu'on nous impose d'autorité des mesures nouvelles » (Philippe Saverys - Fabrimetal).

14 février 1979 : Foucault « La société régulée sur le marché à laquelle pensent les néolibéraux, c'est une société dans laquelle ce qui doit constituer le principe régulateur, ce n'est pas tellement l'échange des marchandises, que les mécanismes de la concurrence. (...) ce n'est pas une société soumise à l'effet-marchandise, c'est une société soumise à la dynamique concurrentielle. Non pas une société de supermarché – une société d'entreprise. L'homo oeconomicus qu'on veut reconstituer, ce n'est pas l'homme de l'échange, ce

n'est pas l'homme consommateur, c'est l'homme de l'entreprise et de la production. (...) constituer une trame sociale dans laquelle les unités de base auraient précisément la forme de l'entreprise, car qu'est-ce que c'est que la propriété privée sinon une entreprise ? Qu'est-ce que c'est qu'une maison individuelle sinon une entreprise ? (...) C'est cette démultiplication de la forme « entreprise » à l'intérieur du corps social qui constitue, je crois, l'enjeu de la politique néolibérale. Il s'agit de faire du marché, de la concurrence, et par conséquent de l'entreprise, ce qu'on pourrait appeler la puissance informante de la société³. »

28 juin 76 : loi provisoire sur le travail intérimaire

24 juillet 87 : loi définitive sur le travail intérimaire

MARTENS'S : HYDRE À MILLE TÊTES

Martens 1 (5 avril 1979), Corps et âmes / « Une reconversion des équipements de la main-d'œuvre et même des esprits sera indispensable au cours des prochaines années en vue de faire face, dans un nombre croissant de secteurs, à la concurrence des pays nouvellement industrialisés » / « Modération salariale ».

Martens 3 (20 mai 1980) : « la promotion de l'emploi et la lutte contre le chômage constituent la préoccupation prioritaire du gouvernement » / « maintenir un climat social sain (...) La concertation sociale (...) doit être reprise incessamment » / ... la loi Dewulf classe les chômeurs en trois catégories : les chefs de famille, les isolés et les cohabitants.

Remember 7 juin 1979 : premières élections européennes.

Martens 4 (24 octobre 1980), Incroyable Hulk : qu'est-ce que la concertation ? / « une conférence nationale du travail extraordinaire » / « Le gouvernement mettra tout en œuvre pour assurer la réussite de cette concertation. Mais, en cas d'échec, le gouvernement n'hésitera pas à assumer pleinement ses responsabilités pour prendre les mesures de redressement qui s'imposent » / « effort de mutation » / « Le

travail à temps partiel sera encouragé, notamment par une révision de son statut social» / « Cette modération des revenus est une pièce clé de la politique de redressement» / (...) assurer l'adhésion de notre population (...) aux efforts exigés d'[elle]».

Remember août 80: vote de la réforme de l'Etat (communautarisation et régionalisation de certaines compétences)

Gouvernement Eyskens I (7 avril 1981), Les Autres, en Moyenne, comptent comme Nous / « Le gouvernement considère qu'il est intenable que certains éléments des coûts de production soient supérieurs en permanence à la moyenne de ces éléments dans des pays de la CEE qui nous entourent et qui sont du reste aussi nos concurrents» / « nouvelles initiatives afin d'assurer aux chômeurs un complément de formation appropriée».

Martens-Gol (18 décembre 1981): L'Insécurité de l'Intérieur, « Partout, la vie politique, économique et sociale est perturbée et les institutions sont ébranlées. L'insécurité règne. Chacun tente de préserver ses acquis» / « rendre au pays la confiance en son ardeur au travail» / « motivation au travail de la population» / « pouvoirs spéciaux jusqu'au 31 décembre 1982» / « Ces pouvoirs spéciaux ont pour seul objectif de restaurer le cadre économique et financier» / « une modification temporaire des modalités actuelles de la liaison à l'index est inévitable».

En 1982, les droits des jeunes aux allocations de chômage a été remplacé par un droit aux indemnités d'attente dont les montants sont beaucoup plus bas.

29 novembre 1985: Martens-Gol 2, etc., etc., etc.

En 1986, un Arrêté de pouvoirs spéciaux a organisé la suspension automatique de chômeurs cohabitants. Attaque directe contre les femmes et les modes de vie communautaires.

ET POURTANT...

16 mars 1982: manifestation des sidérurgistes de Cockerill-Sambre contre le plan de restructuration à Bruxelles.

Septembre 1983: manifestation du secteur public lancée par les cheminots.

1983: 400.000 manifestants contre le déploiement des armes nucléaires.

Mai 84: « Campagne anti-impérialiste d'Octobre» des CCC... morts des pompiers: Robin des Bois, aussi

1986: grève du service public contre les mesures prises par le gouvernement dans le cadre des pouvoirs spéciaux.

FAUT PAS DÉCONNER

3 mai 1979: victoire de Thatcher. Et Employment Act, règlementant les piquets de grèves et interdisant les grèves de solidarité.

4 novembre 1980: victoire de Reagan, entrée en fonction en janvier 81. 5 août 1981, RR envoie l'armée, ordonne le licenciement immédiat de 11.359 contrôleurs aériens en grève. « Il est à la fois inacceptable que quelques personnes puissent ainsi couper les Etats-Unis du reste du monde, et empêcher nos concitoyens de se déplacer là où ils veulent quand ils le veulent».

Remember: restrictions des « flux migratoires», durcissement des politiques d'accueil. Never forget: politiques coloniales.

Remember: Octobre 84 - Opération Mammouth: sous prétexte de lutte contre le terrorisme, mise à jour des fichiers sur « la gauche». Remember: Juillet 1981, incendie du journal Pour.

25 mars 1984: Le programme immigration du Vlaams Blok.

1982 à 1985: Tueries du Brabant... Ballets roses... meurtre de la champignonnière...

1986: Tchernobyl.

1989: Chute du Mur de Berlin.

MAIS AUSSI...

1970-71-72-73-74 (...) **1980-81-82 (...)**

1995-96-97: « Quand le bâtiment va, tout va». Déploiement de l'idéal pavillonnaire, « Assainissement des centres urbains», Nols (Schaerbeek) veut virer Turcs et Marocains, etc. etc. etc.

FUCK AUSTERITY, GO TO DIGNITY / ACTIVATION
GRÉVISTES / EXPÉRIMENTER / LE CHÔMAGE
PSYCHOLOGISER/ POUR EN FINIR AVEC LE
DES PROTECTIONS /PLURALITÉ DES MODES
PAR CAS/ ON A ÇA EN COMMUN / LES CAI
UNE HISTOIRE DE BAGARRES / JE NE CHERC
CHÔMAGE=PENSION / C'EST LE MOMENT D'
CONFABULAR / ARE YOU TALKING TO ME ?
ARME / CHANTIER DES IMPRÉVUS / HÉRITE
NOUS MERCI / LE MYTHE DU PLEIN EMPLOI
HONOREZ-VOUS / J'Y RETOURNERAI PAS DA
SAUVER, LES MINES OU LES MINEURS ? / L
ET LES OISEAUX AUTOUR / METTRE LE PRO
DE TRAVAIL / UN CRI D'INDIEN / UNE ÉCHA
LANGUE FOURCHUE / I WOULD PREFER NOT
/ O.N.A.I.M.E. / ON ARRÊTE TOUT / SOIGNE
YES WEEK-END / DÉ-FACILITEZ-VOUS / WIN
/ SON RYTHME - LEURS TEMPS / LE CAPITA

TEURS, VOUS ÊTES DÉFAITS/ CHÔMEURS
EST UN RAPPORT SOCIAL / DÉ-
«TOUT POUR MA POMME» / FABRIQUER
D'EXISTENCES / PROLIFÉRER / AU CAS
SSES MUTUELLES / DÉCLOISONNER /
CHE PAS UN TRAVAIL, JE TRAVAILLE /
Y ALLER / LE DÉsir NE CHÔME PAS /
/ FUIR MAIS EN FUYANT, CHERCHER UNE
R, HÉRITAGES, TRANSMISSIONS / DITES-
EST LA FICTION LA PLUS DURABLE /
ANS CETTE TÔLE / QUI DEVONS-NOUS
L'HIPPOPOTAME TRAVAILLE AU CENTRE
BLÈME CUL PAR-DESSUS TÊTE / REFUS
PPÉE BELLE / CHIER L'ACTIVATION /
T TO / QUI PROTÈGE LES COMPÉTENCES ?
R / GRATUITER / PRODUISE AVEC /
FOR LIFE FOR ALL / CHOM IS BLUTIFUL
ALISME N'AIME PAS LE BRUIT/

DEPUIS 30 ANS...

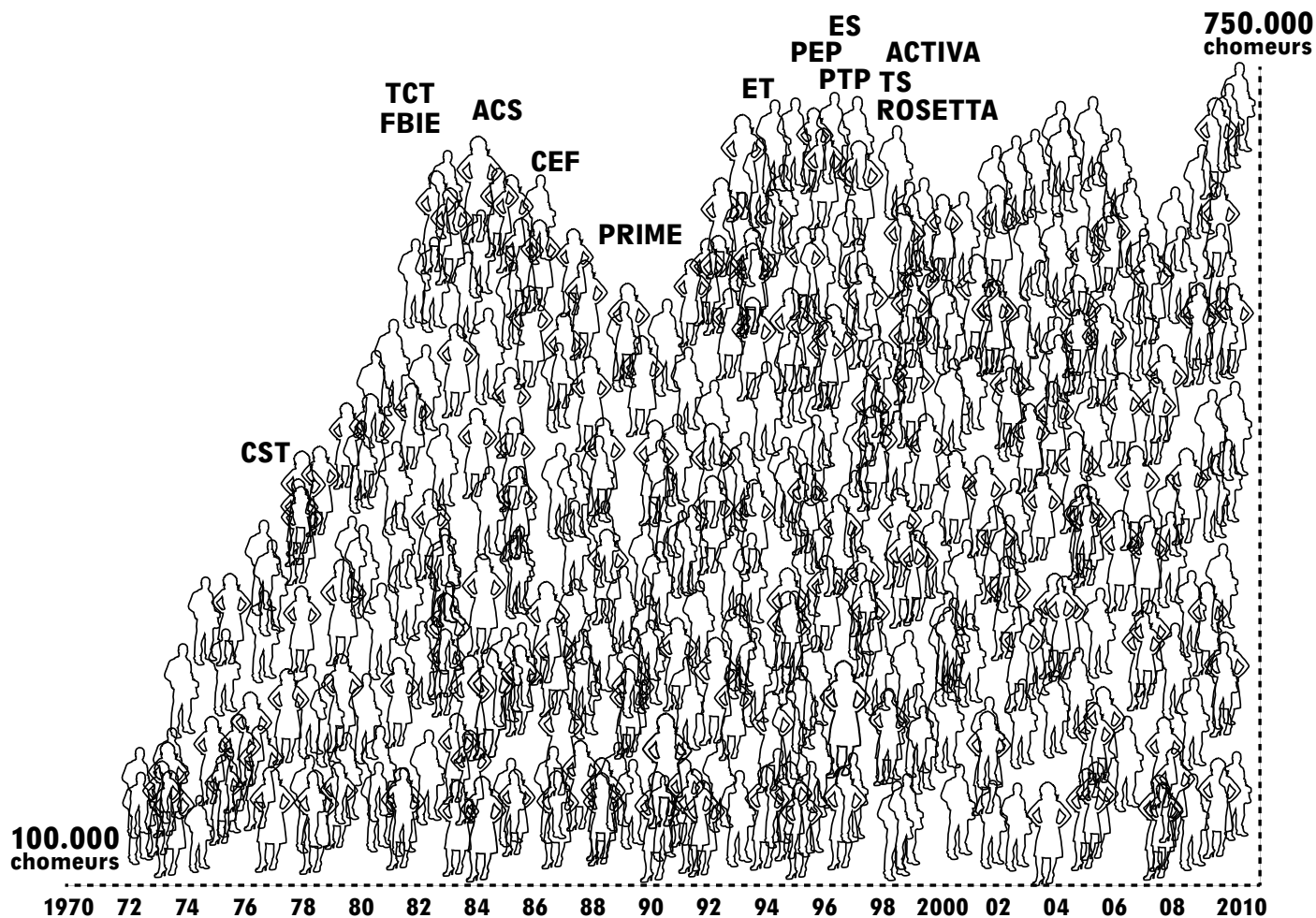
Depuis 30 ans, des dizaines de gouvernements mènent des politiques au nom du chômage ou – plus pervers – pour aider les chômeurs...

Quantités de plans, programmes, mesures lancées, prolongées, arrêtées portant des noms aussi tristes que Cadre spécial temporaire (CST, 1977), Fond budgétaire interdépartemental de promotion de l'emploi (FBIE, 1982), Troisième circuit de travail (TCT, 1982), Agents contractuels subventionnés (ACS, 1985), Projets régionaux d'insertion dans le marché de l'emploi (PRIME, 1990)...

Ou bien Convention emploi-formation (1987), Apprentissage industriel, Contrat de première expérience professionnelle (PEP, 1996), Stages des jeunes, Emplois tremplins (1994), Plan Rosetta (2000), Plan Activa (2000)...

ou encore Emplois services dits « emplois Smets » (1997), Programme de transition professionnelle (PTP, 1997), Titres services (1999), programme SINE...

Le résultat:



Évolution du taux de chômage en Belgique 1970 - 2010

DEPUIS 30 ANS...

Depuis 30 ans, des dizaines de gouvernements mènent des politiques «d'aide aux entreprises», aux investissements étrangers,...

À côté des mesures visant à diminuer le coût du travail, «d'emplois moins chers» (ci-joint) et des lois sur le travail intérimaire...

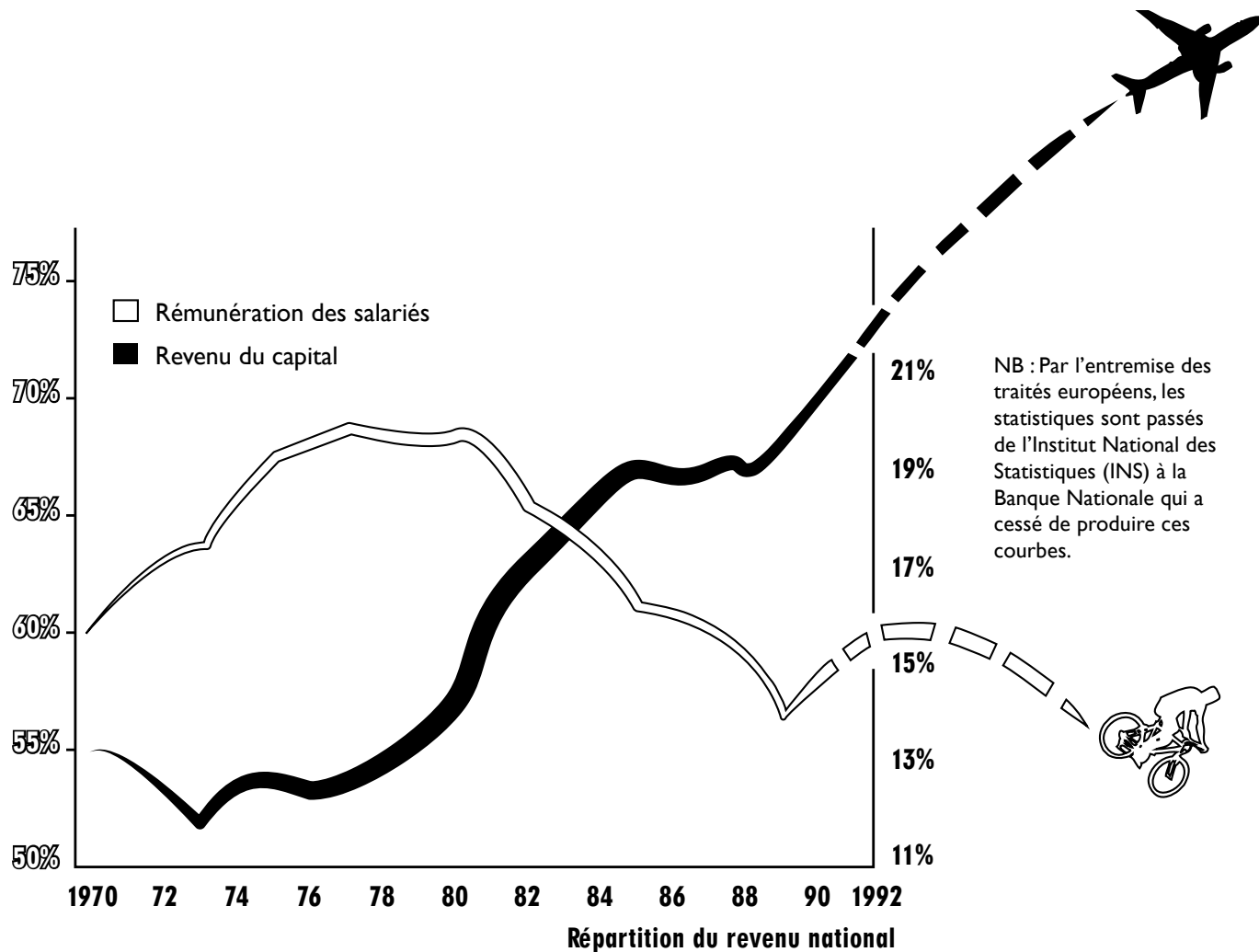
Il y a eu les réductions de cotisations sociales...

Il y eu les centres de coordination (défiscalisation)

puis les intérêts notionnels...

Et les différentes mesures fiscales pour «aider les riches particuliers».

Le résultat:



ÇA CRAQUE...

VOYAGE DANS LES INSTITUTIONS

Zelig est un « chômeur de longue durée ». Il vit dans un pays petit, dont environ sept cent cinquante mille des dix millions et demi d'habitants sont au chômage. Dans sa ville, capitale du pays petit mais également Capitale de l'Union Européenne, ce sont plus de vingt pour cent des individus en âge de travailler qui sont au chômage. Lorsque vous serez de passage dans une rue très fréquentée, effectuez un tour complet sur vous-même : parmi les humains aperçus dans ces 360° de champ de vision, un sur cinq est donc dénué de travail salarié. Imaginez le vacarme si ces personnes décidaient de crier ensemble leur colère face aux conditions de vie qui leur sont imposées. Elles pourraient également hurler en raison du sentiment de culpabilité et de honte que le régime en place cherche insidieusement, mais vaillamment, à distiller dans leur cerveau. Que le capitalisme soit vert, orange, bleu, rouge, il distille. Et les effets humains et sociaux de ces politiques sont désastreux pour notre société.

Zelig attend une lettre, une invitation d'un oncle par alliance, habitant lointain d'un autre continent : depuis une semaine il scrute sa boîte. Mais ce jour-là, c'est un autre type de missive qui lui arrive, déposée par le facteur fatigué, promis à la privatisation par la magie capitaliste multicolore. Aujourd'hui, Zelig vient de recevoir

un avis de l'Office National de l'Emploi (Onem) : son comportement de recherche d'emploi va être analysé par l'État. Depuis quelques années, il est en effet prié par l'administration de s'agiter en tous sens, de prouver une recherche frénétique de quelque chose qui n'existe pas, mais surtout de répondre aux objectifs de pression à réaliser sur les salaires, d'activer la concurrence entre travailleurs et chômeurs.

L'espace de quelques heures, Zelig se sent extrêmement seul. Seul, comme les centaines de milliers de personnes placées dans la même situation : le voisin, l'amie d'un ami, une de ses cousines... Il respire et réécoute pour se faire plaisir, le son poussé au maximum, la chanson d'Akhénaton : « Je rêve d'éclater un type des Assedic ». Pour passer sa colère, il décide d'enquêter sur les mœurs des institutions s'occupant du chômeur moderne.

LOTTO

Zelig rend visite à sa cousine Emida, contrôlée par l'Office National de l'Emploi (ONEM) quelque temps auparavant. En recevant sa lettre de convocation, elle était pourtant confiante... « La seule chose qui m'avait inquiétée, c'est que j'avais lu un texte où on expliquait que l'ONEM s'attaque aux mères seules, qu'elles

sont les cibles premières. J'ai tout de même commencé à comprendre qu'il s'agissait en fait d'histoires politiques, de chiffres, et qu'il ne s'agissait pas du tout d'aider les gens. Au moment de cette prise de conscience, le processus recèle alors des effets psychologiques pervers parce qu'on commence à s'interroger, sur la légitimité des allocations par exemple. C'est fou mais on commence à se demander si on y a vraiment droit. C'est très pernicieux ! Evidemment qu'on y a droit ! »

Ensuite elle s'était rendue, toujours confiante, à l'entretien. « Je m'assieds et la rencontre commence par trois minutes d'un silence de mort. Je sors ma farde, qu'il n'a pas voulu voir de toute l'entrevue, allez savoir pourquoi. Après j'ai compris qu'il posait les questions dans l'ordre de son formulaire, il n'écoutait rien de ce que j'avais à dire et continuait à me moraliser sur le fait que je suis au chômage. À ce moment-là, vraiment, on n'est plus qu'une base de données. Il n'y a plus rien de ton parcours, plus de circonstances atténuantes, aucun de tes efforts n'a de valeur ; il n'y a que des chiffres, des dates, des contrats qui sont fort décevants, on te parle de ton métier, on te demande si tu ne veux pas en changer... C'est extrêmement éprouvant d'un point de vue psychologique. Je suis sortie en tremblant, et j'ai pleuré. J'ai souffert

d'être regardée comme ça, qui plus est par une personne dont le travail n'est pas plus utile qu'un chômeur, et qui profite autrement et beaucoup plus perversement du même système! Ce moment n'est pas une aide ou une formation, c'est un contrôle. J'ai pensé à des interrogatoires totalitaires, il y a vraiment quelque chose comme ça, où on est prisonnier d'un système, sans échappatoire possible. De plus, il s'agit d'une loterie! Les mots des syndicalistes présents à ma sortie sont importants, ils m'ont dit que j'étais mal tombée, que je n'ai pas eu de chance. Vous vous rendez compte? Les allocations de chômage, elles dépendent du Lotto! Ou de l'humeur du type qu'on va avoir en face de soi? Des chiffres qu'il veut faire? Du nazi qui sommeille en lui ou pas? C'est terrible à constater.»

S'ÉCHAPPER DE L'ONEM

En sortant de chez Emida, Zelig commence à s'inquiéter pour son rendez-vous. Il arrive à obtenir les coordonnées de... 'Monsieur X' comme il s'amuse à l'appeler, cette personne exigeant l'anonymat. Monsieur X est contrôleur à l'Onem, un statut professionnel officiellement nommé 'facilitateur', dans le jargon bureaucratique.

Monsieur X – J'ai été engagé sur un profil social, l'administration

présentant le travail comme une aide apportée au chômeur.

Zelig – Les chômeurs parlent d'une loterie, en évoquant ce contrôle que vous effectuez, vous confirmez?

Monsieur X – Hélas oui. Je n'avais pas envie de me retrouver dans un truc où j'aurais été à casser du chômeur. Cela me faisait peur, je n'avais pas envie de jeter les gens pour les jeter. Mais d'un bureau de chômage à l'autre c'est différent, d'un facilitateur à l'autre aussi. Au bout d'une procédure comptant trois entretiens, le chômeur peut être définitivement exclu du droit aux allocations de chômage, si ses efforts pour chercher de l'emploi sont jugés insuffisants. Cela va tellement loin humainement que, pour éviter d'avoir de l'agressivité au moment d'annoncer une décision, certains bureaux de chômage ont décidé que toutes les décisions du troisième entretien sont mises en 'report de décision', c'est-à-dire qu'elles seront envoyées par courrier quelques jours plus tard.

Zelig – L'agressivité répond à une grave violence, dont vous êtes chargé d'annoncer la teneur, cela ne doit pas toujours être facile concrètement.

Monsieur X – Bien entendu. C'est notamment pour cela que je ne voudrais jamais travailler dans la

ville où j'habite, je ne voudrais pas croiser des gens rayés du droit aux allocations par moi ou même par des collègues. Des gens qu'on n'a même pas vus nous-mêmes mais qui nous ont vus dans le bureau nous gueulent dessus dans la rue... Certains pourraient dire «justement c'est des gens comme vous qui doivent rester», mais franchement... moi j'espère juste que le système va s'arrêter, et voilà. En regard du but annoncé lors de notre engagement, il est clair que ce qu'on fait ne sert absolument à rien.

Zelig – Si ce système attaque avant tout les chômeurs, il est donc également difficile à vivre pour des gens transformés par l'administration en agents d'exclusion sociale.

Monsieur X – Oui, il y a des dérives énormes dans des bureaux de l'Onem où on a été tellement loin dans la productivité qu'il y a les chiffres du mal-être qui sont au plus haut... Ce n'est pas pour rien qu'il y a tellement de gens qui quittent ce boulot. Et comme il n'y a déjà pas beaucoup de gens qui se présentent pour ce job... Normalement on devrait être 30, mais pour le moment, en comptant les ¾ temps et mi-temps, je pense qu'on est à 22,5 équivalents temps plein. C'est à dire 24 ou 25, il y en a encore qui partent, moi je pars bientôt, et ces chiffres-là datent d'avant les deux derniers départs... On est 4

à partir en très peu de temps. Le turn-over est énorme. En trois ans, il y a déjà eu tellement de vagues de recrutement...

A ce stade de l'enquête, il est plutôt piquant pour Zelig d'apprendre que le principal organe du pays réglant les questions d'emploi et de non-emploi, en période de chômage massif, n'arrive pas à recruter suffisamment de personnel, ni à le garder dans l'institution. Ces fonctionnaires travaillent au centre de cristallisation du conflit social, des vigiles sont placés dans les bâtiments et il arrive que des policiers viennent arrêter des chômeurs énervés. Les mots de ce jeune homme permettent cependant de penser qu'une certaine résistance se manifeste face à ce type d'évolution des politiques sociales. Que l'on se place dans l'optique de l'administration ou dans celle des effets sociaux, le diagnostic clinique n'est guère reluisant pour cet Office National de l'Emploi, symptôme clair d'une société malade.

CIRCULEZ, IL N'Y A RIEN À VOIR

Zelig se souvient alors de Jos. Jos est syndicaliste mais ils appartiennent à la même association de quartier. Jos évoquait le déménagement d'un bureau de l'ONEM, dont les nouveaux locaux furent conçus pour faire face à la violence éventuelle des chômeurs. Fatalement, cet instant crucial de l'existence où l'on vous coupe tout moyen de vous loger et de vous nourrir peut entraîner quelque courroux. Il est ici intéressant de noter qu'aujourd'hui, dans nos institutions d'État, la révélation soudaine du légitime conflit social est pensée et anticipée par la création de couloirs d'évacuation des fonctionnaires, dessinés par les architectes publics. Zelig décide de

recueillir le point de vue syndical, une organisation cruciale dans la vie des chômeurs belges par son statut d'organisme de paiement des allocations de chômage, et par ailleurs censée défendre les intérêts des chômeurs affiliés face à cette politique néo-libérale agressive.

Malaises : les directions syndicales ont avalisé, de concert avec l'Onem, l'évaluation du système de contrôle... Jos et ses collègues sont confrontés quotidiennement avec les désastres de cette politique. Pour ses patrons, le message envoyé à la population est « circulez, il n'y a rien à voir, tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes ! »...

Cette politique est un désastre, et nos moyens sont minimaux, on voit la personne quelques minutes avant l'entretien. C'est l'usine. De temps en temps on arrive à en sauver un, ou à annuler la sanction par un recours, mais c'est très rare. On s'accroche à ces exemples-là pour tenir le coup mais c'est dur. Très peu de chômeurs comprennent ce qui se passe et je trouve qu'ils sont résignés, ils sortent avec leur contrat et ne le relisent souvent même pas, ils se disent que ce sera de toute façon négatif. (...) Souvent on les perd, on ne sait pas ce qu'ils deviennent après la sanction finale. Il y en a qui tombent très très bas. Qui habitent à l'hôtel social, sont à la rue... Ou qui font des conneries!

Un collègue enchaîne. Le but implicite de ce système est d'habituer les gens au fait que le chômage va à un certain moment être limité dans le temps. Les gens qui passent pour la seconde ou troisième fois au contrôle, même s'ils ont réussi avant, ont de plus en plus difficile, et la suspicion est encore plus forte sur leur situation de chômage. Il y a une espèce d'écœurement, et si

on extrapole vers une extension sur vingt ans de cette procédure, on peut imaginer qu'à la fin il ne restera qu'un petit groupe d'hyper-débrouillards, tous les autres seront exclus. Le but est que les gens se démerdent dans la mouise. On revient totalement en arrière, ça régresse constamment. Souvent on a envie de baisser les bras parce qu'on a l'impression de travailler dans le vide. Comme l'Onem demande aux demandeurs d'emploi de travailler dans le vide, en fait. On agite ses bras et on fait du vent. On a l'impression qu'on ne sait plus aider les gens, et il y a beaucoup de chômeurs qui nous disent qu'on est bien gentils mais qu'on ne les aide pas vraiment. On n'a pas les outils, on n'a pas assez de gens, on n'a pas les compétences.

A la sortie du bâtiment syndical, Zelig se dit qu'en plus de la dignité des chômeurs et de celle des fonctionnaires de l'ONEM, le système capitaliste attaque également celle des syndicalistes de base, coincés avec leur bonne volonté face aux conséquences d'un système avalisé par leur employeur. Reviennent alors dans son esprit les récits des luttes sociales, des soulèvements populaires et des émeutes qui furent à la base de la création de cet organisme syndical. Il en est là de sa réflexion lorsqu'il croise un vieil ami, délégué syndical durant 19 ans dans une entreprise publique, exclu pour avoir poursuivi une grève contre la volonté de sa hiérarchie. « Tu sais, dès que tu entres dans cette organisation, tu comprends vite que le boulot des syndicats n'est pas de mener une lutte sociale, mais de la saisir au vol, pour la faire atterrir en douceur... »

(suite page 26)

AU MOMENT DE LUI TENDRE LA MAIN À LA FIN DE L'ENTRETIEN, J'EN PROFITE POUR APPUYER SUR LE DÉACTIVATEUR À L'ARRIÈRE DE MA FARDE... LÀ, TOUT LE BÂTIMENT EST BLOQUÉ. LES GAZ FONT DIRECTEMENT LEUR EFFET. PLUS PERSONNE NE BOUGE ET JE SUIS REJOINT PAR MES COLLÈGUES DÉACTIVÉS DE TOUS BORDS... LÀ J'ENVOIE MES PETITES « SPIDER-ULTRA-SONIQUES » QUI DÉTECTENT SANS HÉSITATION POSSIBLE LES CONTRÔLEURS COOLS ET LES CONTRÔLEURS TROP HOT... LES COOLS SONT RÉACTIVÉS ET REÇOIVENT TOUS UN BILLET GAGNANT « WIN FOR LIFE » DE LA LOTERIE NATIONALE ET UN TICKET POUR UNE NOUVELLE VIE... LES AUTRES SONT DÉSORMAIS NUS ET AGENOUILLÉS DEVANT NOUS, FORCÉS DE NOUS ÉCRIRE DES LETTRES DE SUR-MOTIVATION. DES ANNÉES DURANT ILS ÉCRIVENT ET LEURS LETTRES SONT AUTOMATIQUEMENT REFUSÉES PAR DES MACHINES D'AMOUR QUI ONT PRIS LEUR PLACE DANS LA NOUVELLE SOCIÉTÉ : O.N.A.I.M.E





ÇA CRAQUE...

VOYAGE DANS LES INSTITUTIONS (SUITE)

SILENCE ET AGACEMENT

Zut, Zelig a le blues, il décide de flâner dans la ville, une journée entière, en se laissant aller aux rencontres. Marcher dans la ville un jour ouvrable, aux heures de travail dites habituelles, montre à quel point le modèle présenté comme dominant a du plomb dans l'aile. Toutes les personnes rencontrées ce jour-là sont heureuses d'un temps librement rempli, sans pour autant être voué à rien. Les activités et secteurs de la société fonctionnant sur ce temps libéré sont innombrables ! La vie et la ville ne seraient pas les mêmes, pour le travailleur, sans tous ces gens que Zelig rencontre dans cette journée de pause salutaire dans son enquête.

A présent, il ne reste plus à Zelig qu'à aller voir du côté de l'organisme chargé de proposer de l'emploi au chômeur, de l'orienter dans ses formations. En Wallonie il s'agit du Forem, et à Bruxelles de l'Orbem (Office Régional Bruxellois de l'Emploi) transformé, en novlangue moderne, en 'Actiris'. Autour d'une bière, Zelig a une discussion avec deux employés de cet organisme public, qui exposent à quel point le travail est difficile et éprouvant. Ils sont évidemment trop peu pour effectuer un accompagnement efficace de chaque chômeur. Par ailleurs, ils sont installés de fait, contre leur volonté, dans la chaîne de répression frappant les chômeurs. En effet, toutes les données de leur ordinateur sont transmises à l'ONEM, qui sanctionne en cas d'absence à une convocation ou de non-réponse

à une offre d'emploi. Bien entendu certains collègues n'ont pas la même vision positive du travail à mener, mais animés de leur point de vue émancipateur, impossible pour eux de ressentir une quelconque reconnaissance, ni de leur hiérarchie, ni des chômeurs qui les assimilent parfois à des agents répressifs. Leurs conditions de travail sont atroces et ils ont clairement l'impression de ne servir absolument à rien.

Zelig convient avec les deux travailleurs de les rappeler pour fixer un moment d'interview, mais au téléphone le premier expose la procédure : l'interview devra se faire en présence du chef de service, avec une réception préalable des questions qui seront posées. Le second, approché autrement, acceptera un nouveau rendez-vous anonyme, puis enverra finalement le message suivant : « je crois que finalement ce n'est pas une bonne idée ». Il semblerait donc qu'au sein de cette administration la liberté d'expression, même anonyme, ne soit pas un principe facile à appliquer.

Zelig terminera son voyage par la rencontre avec un organisme d'alphabétisation, reconnu par Actiris comme lieu de formation des chômeurs. Il y rencontre différents travailleurs. « Nous sommes surchargés de travail, et plus de 50% de ce temps de travail est à présent consacré à de l'administratif, notamment en raison de tous les documents à compléter pour le syndicat, pour Actiris, pour l'ONEM. En plus de tout cela, il y a une série

de courriers à faire pour notre public car les gens subissent des pressions et ne comprennent pas toujours ce qu'on leur envoie. Il faut donc perdre du temps à écrire aux différentes instances, parce qu'avoir quelqu'un au téléphone devient de plus en plus difficile. Avant on pouvait régler certaines choses par téléphone, aujourd'hui on n'y arrive plus. Par exemple au syndicat, on tombe sur un call-center où ils peuvent uniquement dire si le paiement a été fait ou pas, sans qu'on puisse connaître la cause de la situation. »

Ces formateurs en alphabétisation constatent des évolutions au sein de leur public et regrettent de ne jamais avoir été consultés au sujet de ce système de contrôle. « Il y a de plus en plus de gens qui viennent en formation parce qu'ils y sont obligés. Ce n'est plus une démarche volontaire, ils se sentent obligés. Or, on n'apprend pas sous la contrainte, on ne peut pas s'investir. C'est alors du temps perdu pour tout le monde. Dans nos statistiques, nous avons plus de chômeurs complets indemnisés qu'avant, et il y a une telle pression sur ces personnes qu'elles se sont mises à courir, absolument n'importe où, dans tous les sens. Cela me donnait vraiment l'impression de poules auxquelles on aurait coupé la tête et qui couraient dans le désordre, sans but. Je dois, je dois, je dois... Mais je dois quoi ? Et finalement elles ne venaient plus au cours. À ce moment-là j'ai été vraiment interpellée sur ce qui se passait. Et ils comprennent bien que ça ne sert pas à grand-chose, si ce n'est à satisfaire les statistiques

de l'ONEM. Ce n'est pas du tout destiné à améliorer leur situation et leur projet personnel qui est dans un premier temps, rappelons-le, d'apprendre le français pour trouver un emploi ou une formation.»

Un collègue poursuit. « On nous met dans un rôle qui n'est pas le nôtre, c'est du pur bureaucratique administratif, personne ne sait pourquoi il faut le faire, mais il le faut. Cette situation fait l'objet de nos discussions en interne, on voit bien qu'on est nous-mêmes parties involontaires d'un système. Même si on ne veut pas le contrôle social, nous devons nous adapter à ce système

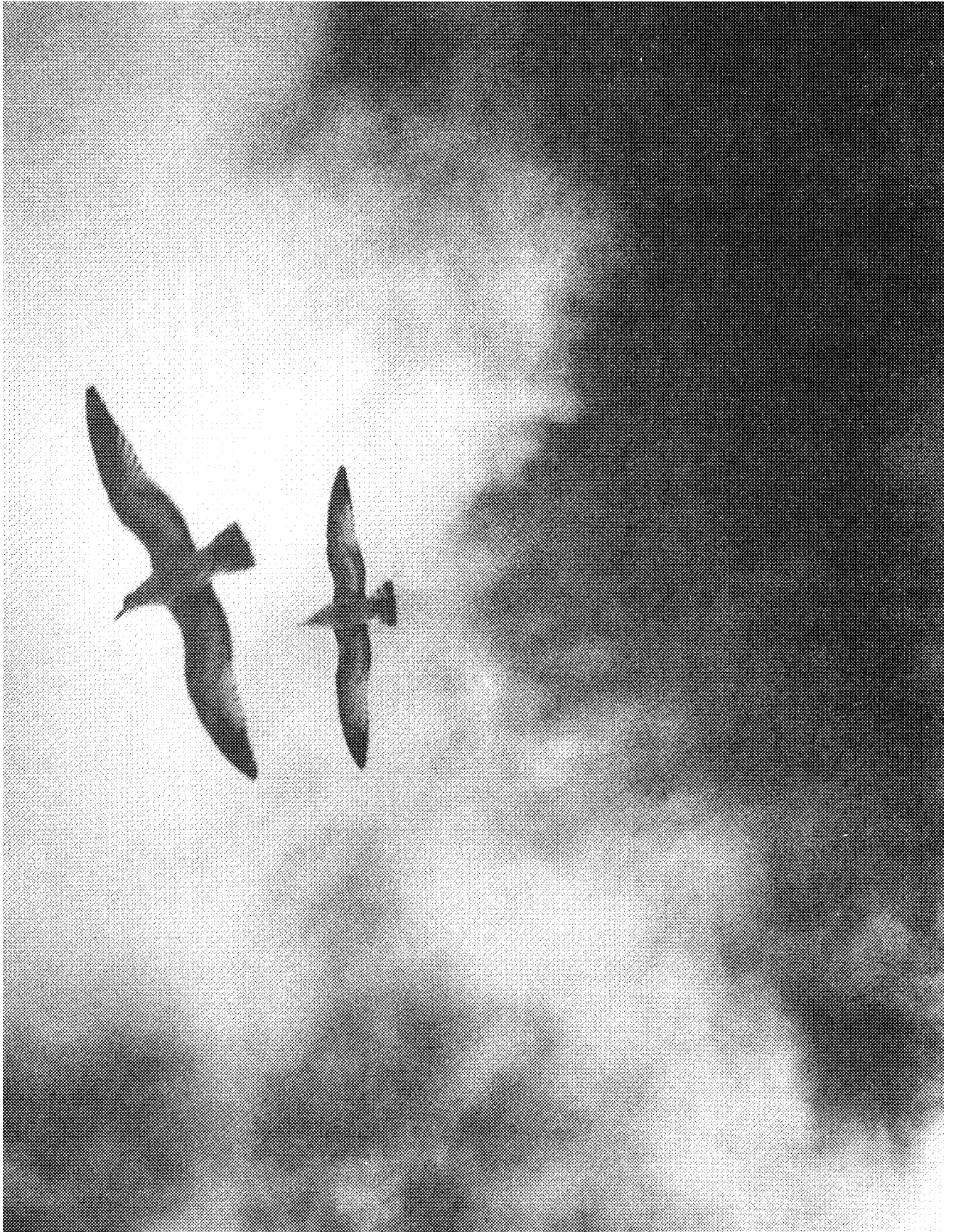
car quand ça touche aux moyens de subsistance des gens, on ne peut pas se permettre de ne pas répondre. Donc nous travaillons à écrire les courriers de gens analphabètes, que l'ONEM exige pour ne pas couper les vivres à des personnes déjà très fragilisées et placées dès lors dans une précarité accrue. Et pour nous, en termes de respect des acteurs sociaux, il s'agit de mesures totalement explosives mises en place sans aucun respect ni consultation, sans même aucune information. En situation de chômage massif, il est difficile pour nous d'imaginer un tel rouleau compresseur, une telle machinerie de l'exclusion à l'attention

des plus faibles de notre société, et pourtant ça a lieu depuis des années, presque sans que personne ne réagisse».

Fin de l'enquête. Zelig semble avoir bien circonscrit la question. Un sentiment de grotesque l'a saisi à plusieurs reprises: malgré la dureté, face à l'absurdité de toute cette situation il a parfois vivement ri. Il s'en va maintenant préparer sa farde de preuves abondantes de recherche d'emploi, les vraies et les autres.

750.000 CHÔMEURS EN
BELGIQUE ET ON TE FAIT
CROIRE QUE C'EST TON
AFFAIRE À TOI TOUT SEUL

APRÈS AVOIR LU VOTRE PROPOSITION D'EMPLOI, JE ME SUIS VAUTRÉE
DEVANT L'ORDINATEUR
DONT LES OBJECTIFS N'ÉTAIENT AUTRES QUE DE VOUS CONVAINCRE DE
MA VALEUR.
JE POSSÈDE UNE EXPÉRIENCE APPROFONDIE DANS L'AUTISME À VOS
INJONCTIONS,
C'EST POURQUOI ENFIN JE VOUS RÉPONDS.
IL FALLAIT BIEN QUE JE QUITTE LA DÉBAUCHE
POUR ENFIN FRÉQUENTER LES ENTRETIENS D'EMBAUCHE.
IL ME FALLAIT À TOUT PRIX ÊTRE CHOISIE ET ÉVITER VOTRE MÉPRIS.
MON CERVEAU-MOULINETTE S'EST MIS À TOURNER,
UNE ORGIE BIEN ORGANISÉE,
MOI DE NATURE APATHIQUE VOULAIS RÉPONDRE DE VOS VŒUX DANS
LES DÉLAIS LES PLUS VIFS.
PRÊTE À ME LANCER SUR CE TRAMPOLINE,
TOUT ÇA DE MANIÈRE ANODINE,
À M'ÉCRASER FACE À VOTRE TRIBUNAL,
PENSEZ-VOUS CHER MONSIEUR QU'ON PUISSE ÉVITER LE MOINDRE MAL ?
A CHAQUE QUESTION JE VOUS PROMETS UN ORGASME.
ET LE CRI QUI L'ACCOMPAGNE : AH !
SANS TALISMAN, JE VOUS OFFRE MA RICHESSE
TOUTES LES ATTESTATIONS DE LA FOLIE ET SON GESTE,
EN DÉVOILANT MES CHARMES INCONTRÔLÉS,
SANS PRENDRE GARDE JE ME VAUTRE À VOS PIEDS.
SACHEZ CHER MONSIEUR QU'AVEC UN PROFIL EXCEPTIONNEL
IL SEMBLE QUE VOUS SOYEZ TOMBÉ SUR LA 8ÈME MERVEILLE.
VOUS FONCTIONNEZ COMME UN MOULIN, EN TOURNANT DANS LE VIDE
JE NE PEUX FONCTIONNER COMME UN MÉTRO,
JE NE SUIS PAS ASSEZ RAPIDE.
JE SOUHAITERAIS VIVEMENT QU'APRÈS L'ÉTALAGE DE MES DONS,
VOUS EN AYEZ LES NERFS ENTIÈREMENT DÉRÉGLÉS POUR DE BON.
EN ESPÉRANT UN SILENCE INASSOUVI DE VOTRE PART.
VEUILLEZ RECEVOIR L'EXPRESSION DE MES TRANSES LES PLUS ILLISIBLES.
CI-JOINT MON CURRICULUM VITAE.
JE SUIS IRRÉSISTIBLEMENT... CONNE!⁴



PLAYLIST

ONDE SENSIBLE

- Akhenaton, «Eclater un type des Assedic», *Métèque et Mat*, 1997.
- Jérôme Akinora, *Les Aventuriers du RMI*, Éditions l'Insomniaque, 2004.
- Claude Faraldo, *Themroc*, 1973.
- Jacques Doillon, Gébé, Alain Resnais et Jean Rouch, *L'an 01*, 1973.



CHA-MAN

- Jean Eustache, *Offre d'emploi*, 1980.
- Luc Moullet, *La Comédie du travail*, 1987.
- Pierre Carles, Christophe Coello & Stéphane Goxe, *Volem rien foutre al país*, Hellac Films, 2007
- Yves Le Manach, *Artichauts de Bruxelles*, Editions l'Insomniaque, 1999.
- Daniel Martinez, *Carnets d'un intérimaire*, Agone, 2003.

NAUSICAA

- Alain Tanner, *La Salamandre*, 1971.
- Barbara Loden, *Wanda*, 1971.
- Miyazaki, *Nausicaa de la vallée du vent*, 1984.
- Miyazaki, *Le voyage de Chihiro*, 2001.
- Osvaldo Cavandoli, *La Linea*, 1972.
- Michael Arias, *Tekkon Kinkreet*, 2006.
- Victor Maldonado et Adrià Garcia, *Nocturna (la nuit magique)*, 2006.



- Luchino Visconti, *La terre tremble*, 1948.
- Sergio Leone, *Il était une fois en Amérique*, 1984.
- Gus Van Sant, *Harvey Milk*, 2008.

SF BAY SEAGULL

- Fabrizio Terranova, *Josée Andrei - An Insane Portrait*, 2010 (+ *Really lightly... Josée Andrei - An Insane Portrait*, éd. du Souffle, Bruxelles, 2010).
- Starhawk, *Femmes, magie et politique*, éd. Les Empêcheurs de penser en rond, Paris, 2003.
- Starhawk, *Parcours d'une artermondialiste*, éd. Les Empêcheurs de penser en rond, Paris, 2003.
- Isabelle Stengers et Philippe Pignare, *La sorcellerie capitaliste*, La découverte, 2005.
- Fan Club Orchestra/RBDX GALAXY.
- Serge Thiry, *La Petite Chocolaterie*, Bogota/Colombie, Carrera 17 # 53-28.
- The Residents, *Eskimo*, 1979.
- Jacques André, *Le Voyage du Temps perdu*, Editions du Souffle, 2008.
- Gus Van Sant, *Harvey Milk*, 2008.
- www.minorités.org



- Valérie Marange, «Le désir ne chôme pas», *Revue Chimères* n°33, 1998.
- James Ferraro, *Last American Heroe*, 2008.
- www.vladimircruells.com (Le sale boulot, It's clubbing time...)
- La rumeur, *La meilleure des polices*, 2007.
- Bonus : Farelly Brothers, *Me, Myself and Irene*, 2000.

SITTING BULL

- George Romero, *Le Jour des Morts-Vivants*, 1985.
- Elia Kazan, *On the Waterfront*, 1954.
- Gilles Deleuze et Félix Guattari, «887. De La ritournelle», *Mille Plateaux, Capitalisme et schizophrénie 2*, Paris, Minuit, 1980.
- Jacques Doillon, Gébé, Alain Resnais et Jean Rouch, *L'An 01*, 1973.
- Pier Paolo Pasolini, *Carnet de notes pour une Orestie africaine*, 1970.
- Luc Moullet, *La Comédie du travail*, 1973.
- Casey, B James et Prodige/Hery, «Travail de nègre», *Ennemi de l'ordre*, 2006.



- Jean Rouch, *Petit à Petit*, 1971.
- Jean Rouch, *Les Maîtres Fous*, 1954.

KIKA

- Richard Wright, *Black boy*, Gallimard, 1947
- John Kennedy Toole, *La conjuration des imbéciles*, 10/18, 1981 pour la traduction.
- Virginia Woolf, *Une chambre à soi*, 10/18, 1977 pour la trad.
- Michel Tournier, *Vendredi ou les*

limbes du Pacifique, Gallimard, 1967.

- DH. Lawrence, *Eros et les chiens*, 10/18, 1973.
- Robert Linhart, *L'établi*, Ed. de Minuit, 1981.
- Patrick Chamoiseau, *Chronique des sept misères*, Gallimard, 1986.
- Gilles Deleuze et Félix Guattari, *Mille plateaux*, Ed. de Minuit, 1980.
- David Lapoujade, *William James, Empirisme et pragmatisme*, PUF, 1997.
- André Gorz, *Métamorphoses du travail. Quêtes du sens*, Galilée, 1988.
- Paul Grell et Anne Wery, *Héros obscurs de la précarité*, l'Harmattan, 1993.
- Frederick Nietzsche, *Le Gai Savoir*, Gallimard, 1950.
- Isabelle Stengers, *Le temps des*

catastrophe. Résister à la barbarie qui vient, Les Empêcheurs de penser en rond/La Découverte, 2008.

- Carmen Castillo, *Calle Santa Fe*, 2007.



OUVRAGES CONSULTÉS (LISTE INCOMPLÈTE):

Guy Vanthemsche, *Le Chômage en Belgique de 1929 à 1940*, éd. Labor, Bruxelles, 1994.

Anne Vanheerswynghe, *Les politiques de l'emploi en Belgique*, Dossier CRISP, n°53.

Pierre Blaise, *Le chômage en Belgique*, CRISP, courrier hebdomadaire, n° 1182 – 1183, 1987.

Jean Faniel, *Les syndicats, le chômage et les chômeurs en Belgique - Raisons et évolution d'une relation complexe*, Thèse de doctorat, ULB, 2006.

Marcel Liebman, *Les Socialistes belges*, Vie Ouvrière, 1979.

Fernand Braudel, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme (XV^e-XVIII^e siècle)*, Armand Colin, Paris, 1967.

Collège de France 1979, éd. Gallimard/Seuil, Paris, 2004.

4. Maïa Chauvier, «Irrésistiblement...» extrait du spectacle *Récital Boxon*, 2008.

REMERCIEMENTS :

Sébastien, Nat, Greg, Hubert, Marco, Thierry, Fred, Alexis, Isabelle Stengers, Vincent, Matéo Alaluf, Francine Bolle, Thomas, Alain Brossat, Sara M., Eléonor, Ben, Jean-Marie, Jean-Claude, Corinne Gobin, Marianne, Solidarités Nouvelles (Bruxelles), David Marolito, la Coordination des Intermittents et Précaires-Paris, Vladimir et Mirabelle, pour leurs retours et leur présence...

Sorry à toutes celles et ceux que nous avons oublié-e-s

NOTES :

1 et 2. D'après Chamoiseau, Glissant, et alii, *Le manifeste pour des 'produits' de haute nécessité*, éd. Galaade, Paris, 2009.

3. Michel Foucault, *Naissance de la biopolitique, Cours au*

SPÉCIAL THANKS (&LOVE) TO :

Thomas, Fabulator, Maïa, Graziella, Gwen pour leurs soutiens, conseils, suggestions, productions précieuses, précises et généreuses...

Choming out, Les désirs ne chôment pas

Editions d'Une Certaine Gaieté, collection «Regards croisés»

9-11 rue des Mineurs, 4000 Liège

Tél : 04/222 12 46 - Fax : 04/223 21 26

info@certaine-gaite.org - www.certaine-gaite.org

Direction : antaki

Imprimerie : Delferrière sprl

Editeur responsable : Michel Antaki, 13 rue Félix Chaumont 4000 Liège.



Ministère
de la Communauté
française

Cette brochure est dédiée aux brosses à dents clandestines qui ne veulent plus vivre seules dans leurs gobelets, aux pensionnés qui travaillent en noir pour arrondir leurs fins de mois, aux jeunes musiciens qui passent des jours et des nuits à créer des beats puissants pour tenter de nous guérir, aux écrivains en pleine lumière, aux jeunes et aux plus vieux qui sacrifient une journée de recherche active ou de travail pour faire l'amour toute la journée, aux gros du fond des classes qui n'en ont plus rien à battre, aux bidouilleurs en herbes, à ceux et celles qui écrivent leurs belles thèses de doctorat sur leurs cartes bleues, à ceux qui dorment à côté de leurs anti-dépresseurs pour ne plus entendre les mots d'ordres mortifères, à ceux qui attendent une camionnette de chantier en se les gelant à 5 h du mat, à ceux qui font reluire vos meubles Ikéa pour presque rien, à ceux et celles qui gardent nos enfants en douce et en douceur, aux combines éclatantes de mille feux, aux premiers de classes repentis ou broyés, aux contrôleurs myopes, aux forces diurnes, aux travailleurs clandestins de fables créatrices de vies nouvelles, aux vastes champs de points lumineux et insaisissables que nous constituons !



D/2010/10.070/22

